Les hasards de l'actualité sont ainsi faits qu'au moment où la Chine vient de subir un revers en Pologne avec l'affaire de l'autoroute A2 qui relie Berlin à Varsovie, la Hongrie, elle, accueille le Premier ministre chinois, la bouche pleine de belles promesses.

Rappelons rapidement les faits. En 2009, un consortium chinois Covec (China Overseas Engineering Group) du BTP obtient deux contrats de constructions d'autoroute à des prix défiant toute concurrence et surtout celles des entrepreneurs polonais. Deux ans plus tard, les espoirs placés dans ce partenariat polono-chinois sont déçus, le géant du BTP chinois est écarté du projet pour non-respect des clauses du contrat. Les responsabilités de cet échec semblent communes aux deux parties : les Chinois ne payent pas assez cher les fournisseurs polonais, qui de toute façon, n'ont mis aucun enthousiasme à les livrer.

Profitant de la crise économique mondiale, les Chinois ont commencé à pénétrer le marché européen, après les continents américain et africain principalement. En octobre dernier, lors d'un premier voyage officiel en Europe, le chef du gouvernement chinois s'était alors rendu en Grèce, autre pays soutenu par le FMI et l'Union européenne, pour proposer ses services financiers symbolisés par le rachat du Pirée. La Grèce est devenue la porte d'entrée de la Chine en Europe du Sud-est, la Hongrie deviendra-t-elle celle de l'Europe centrale ?

C'est certainement ce qu'aimerait le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, qui a accueilli vendredi 24 juin, son homologue chinois pour une visite officielle de deux jours qui l'a mené de Budapest à Berlin en passant par Londres. A priori, c'est un nouveau succès de la politique étrangère de Viktor Orbán qui s'était lui-même rendu en Chine en novembre 2010. C'est du moins ainsi qu'on l'interprétera dans les chancelleries européennes.

Rappelons que les relations entre les deux pays ne datent pas d'hier. Alors que Wen Jiabao a évoqué le fait que la Hongrie a été un des premiers pays à établir des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine, ce qui ne semble pas une surprise vu le contexte politique de l'époque, il faut préciser que ces mêmes relations ont été réactivées sous le gouvernement de Péter Medgyessy entre 2002 et 2004. Puis en 2007, le Premier ministre Ferenc Gyurcsány s'était rendu à Pékin pour inaugurer l'année hongroise. En résumé, ces relations ne datent pas d'hier et les autorités hongroises savent déjà que celles-ci sont plus à l'avantage pour l'instant de Pékin que de Budapest et cela même si la Hongrie est présentée comme l'un des plus importants partenaires commerciaux de la Chine en Europe centrale et orientale.

Mais cette fois-ci, il ne s'agit plus de coopération économique et commerciale, ou pas seulement. Aujourd'hui, il s'agit d'argent sonnant et trébuchant dont la Hongrie a grand besoin, proposé sous forme d'achat d'obligations d'Etat – dont le montant exact n'a pas été précisé mais qui néanmoins a été qualifié «d'aide historique» par Viktor Orbán – et d'un crédit d'un milliard d'euros. Ce milliard d'euros est certainement une bouffée d'air pur pour le gouvernement hongrois qui en a bien besoin et de son côté ; la Chine ne prend pas de gros risques même si la Hongrie ne fait pas encore partie

de la zone euro. Après l'achat d'obligations d'Etat espagnole, portugaise, grecque ou irlandaise, c'est donc au tour de la Hongrie. L'ambition de Viktor Orbán est que son pays devienne une «plate-forme logistique» pour la Chine. Une douzaine de projets industriels sont déjà prévus et ils seront certainement supervisés par un Conseil bilatéral d'affaires qui devrait être mis sur pied parallèlement.

La relation entre la Chine et la Hongrie semble sérieuse, il faut juste espérer qu'elle n'achoppe pas sur les mêmes problèmes qu'on rencontrées les amours polono-chinoises, c'est-à-dire une incompréhension culturelle doublée d'un vague sentiment nationaliste et protectionniste. En effet, en Pologne, les ouvriers employés sur les chantiers d'autoroute étaient Chinois, payés comme des Chinois en Chine. En son temps, la «directive Bolkestein» devait protéger le marché occidental de l'invasion du «plombier polonais» mais aujourd'hui, l'Union européenne ne semble guère pressée de réagir face au dumping salarial des ouvriers chinois en Europe. Il y a là pourtant matière à réflexion et le gouvernement hongrois, après avoir résolu pour un temps ses difficultés financières, pourrait être confronté à d'autres, plus sociales celles-ci.

Articles liés :

- Dans quelles mains l'aéroport de Budapest va t-il aterrir ?
- Les Chinois au secours du vignoble hongrois ?
- Expo Shangaï : un million de visiteurs au pavillon hongrois
- La Hongrie, cible des jouets dangereux
- Descente surprise au marché chinois

Les précédentes chroniques de Cécile Vrain :

- Présidence de l'UE : un bilan controversé
- L'Union européenne ouvre ses portes à la Croatie
- Le dilemme politico-économique biélorusse et les enjeux électoraux en Lettonie et en Macédoine
- Conjoncture favorable pour les politiques de voisinage de l'UE
- Les conséquences de l'affaire DSK en Europe
- Présidence de l'UE : bientôt le tour de la Pologne